

COURS 2: LA CRÉATION DES LOIS ET L'ORGANISATION DES TRIBUNAUX

25 janvier 2021

Plan du cours, *semaine 2* LA CRÉATION DES LOIS ET L'ORGANISATION DES TRIBUNAUX

1. La création des lois
2. Le Parlement du Québec
3. Le pouvoir judiciaire
 - ✓ Les tribunaux de droit commun
 - ✓ La Cour du Québec
 - ✓ Les tribunaux administratifs
 - ✓ Le droit criminel
 - ✓ Le droit civil
 - ✓ L'incidence de la *Charte canadienne* sur le pouvoir judiciaire
4. La procédure civile

2021-01-25

2

1. La création des lois

- La création des lois repose sur une **analyse des besoins** présumés ou perçus de la population
- La création des lois peut aussi découler de **demandes** de la population
- Composantes politiques, sociales, économiques ou historiques

2021-01-25

3

1. La création des lois

LES TROIS POUVOIRS DE L'ÉTAT

- Les trois pouvoirs de l'État sont :
 - Le pouvoir *législatif*
 - Le pouvoir *exécutif*
 - Le pouvoir *judiciaire*

2021-01-25

4

1. La création des lois

LES TROIS POUVOIRS DE L'ÉTAT – LÉGISLATIF

- Pouvoir *législatif*
 - Étudie, discute, amende et vote les lois
 - Exerce un contrôle sur l'action du gouvernement
 - Acte du parlement au fédéral
 - Acte de la législature au Québec

2021-01-25

5

1. La création des lois

LES TROIS POUVOIRS DE L'ÉTAT – EXÉCUTIF

- Pouvoir *exécutif*
 - L'exécutif détermine les politiques devant guider les actions de l'État
 - Il administre l'État en conformité avec les lois votées par le législatif
 - Ce rôle est accompli par le gouvernement au pouvoir
 - Premier ministre et ministres = **Conseil exécutif**
 - Applique les lois par règlements, décrets, arrêtés, ordonnances, circulaires ...

2021-01-25

6

1. La création des lois

LES TROIS POUVOIRS DE L'ÉTAT – JUDICIAIRE

- Pouvoir *judiciaire*
 - Institutions tant fédérales que provinciales
 - Le pouvoir judiciaire est inspiré du système britannique
 - Le pouvoir judiciaire a pour rôle de **contrôler l'application de la loi** et de **sanctionner son non-respect**.

2021-01-25

7

1. La création des lois

Avant la présentation au parlement – Projet de loi public

- Projet de loi *public*
- Avant la présentation au parlement
 - Initiative gouvernementale
 - Consultations du milieu
 - Document d'orientation du projet de loi
 - Rédaction du projet de loi par un juriste
 - Approbation du projet par le ministre responsable
 - Comité de législation et divers comités ministériels
 - Approbation par le Conseil des ministres

2021-01-25

8

1. La création des lois

Présentation au parlement – Projet de loi public

- Processus suivi pour un projet de loi *public*
 - présentation du projet de loi ou avant-projet de loi
 - consultation générale (facultatif)
 - adoption du principe
 - étude détaillée en commission parlementaire
 - dépôt du rapport de la commission
 - débat en chambre
 - adoption du projet de loi
 - sanction royale par le lieutenant-gouverneur
 - publication

2021-01-25

9

1. La création des lois

Avant la présentation au parlement – Projet de loi privé

- Projet de loi *privé*
 - Corporations municipales, institutions financières
 - Obtenir des droits et privilèges particuliers pour des motifs sérieux
 - Modification de chartes municipales
 - Modification de la charte d'une personne morale
 - Élaboration du projet de loi par un conseiller juridique

2021-01-25

10

1. La création des lois

Avant la présentation au parlement – Projet de loi privé

- Processus suivi pour un projet de loi *privé*
 - Choix du député et remise du projet de loi
 - Avis dans les journaux et la Gazette officielle du Québec
 - Présentation du projet de loi ou avant-projet de loi
 - Adoption de principe

2021-01-25

11

1. La création des lois

Présentation au parlement – Projet de loi privé

- Processus suivi pour un projet de loi *privé*
 - commission parlementaire
 - dépôt du rapport de la commission
 - débat en chambre
 - adoption du projet de loi
 - sanction par le lieutenant-gouverneur
 - publication

2021-01-25

12

2. Le parlement du Québec

Le parlement du Québec

- Le Parlement du Québec est l'organisme qui détient le pouvoir législatif dans la province de Québec.
- Le corps législatif québécois comprend *l'Assemblée nationale* ainsi qu'un *lieutenant-gouverneur*

2021-01-25

13

2. Le parlement du Québec

Le parlement du Québec – Le lieutenant gouverneur

- Le *lieutenant-gouverneur*
 - Ne participe pas aux délibérations
 - Sanctionne les lois
 - Droit théorique de refuser la sanction est manifestement tombé en désuétude
 - Agit sur l'avis du conseil exécutif pour
 - Convoquer, proroger et dissoudre le Parlement
 - Ratifier les décrets

2021-01-25

14

2. Le parlement du Québec

Le parlement du Québec – L'Assemblée nationale

- *L'Assemblée nationale*
 - 125 députés
 - Légifère, c'est-à-dire édicte des normes sur l'ensemble du territoire québécois, dans les champs de compétence qui lui sont reconnus par la constitution canadienne
 - Exerce un **contrôle sur le pouvoir exécutif et l'administration publique** (période de questions, débat sur le discours d'ouverture et du budget, débat d'urgence)
 - Contrôle parlementaire met en vedette les députés de l'opposition

2021-01-25

15

3. Le pouvoir judiciaire

Introduction – La complexité du système canadien

- Le système juridique canadien est fondé sur une combinaison de deux cultures juridiques: la **Common Law** et le **Droit civil**
- Aussi, au Canada, le pouvoir judiciaire est réparti entre *le fédéral et les provinces*
- Ces deux particularités font du système juridique canadien un système particulièrement **complexe**

2021-01-25

20

3. Le pouvoir judiciaire

Introduction – Les différents ordres de juridiction

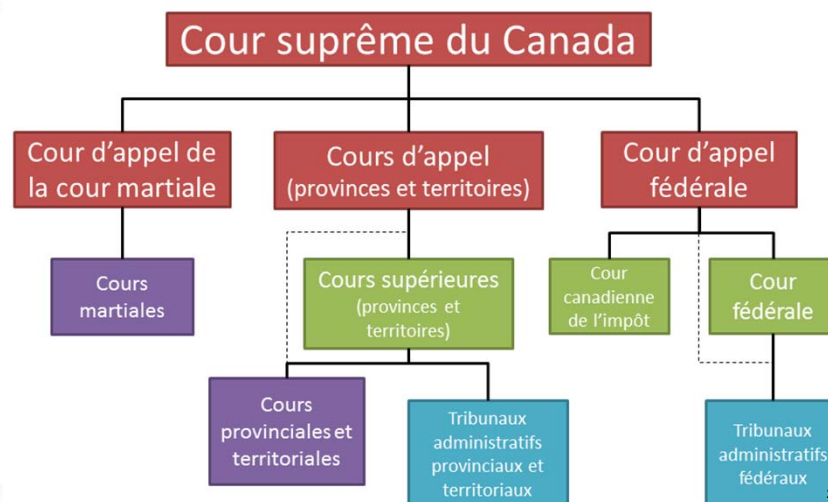
- Le système judiciaire est composé de tribunaux de droit commun, de tribunaux spécialisés et d'autres organismes judiciaires ou quasi-judiciaires.
- L'appareil judiciaire du Canada compte quatre paliers :
 - Les cours provinciales (tribunaux inférieurs) ;
 - Les cours supérieures provinciales ainsi que la Cour fédérale ;
 - Les cours d'appel provinciales et la Cour d'appel fédérale ;
 - La Cour suprême du Canada

2021-01-25

21

3. Le pouvoir judiciaire

Introduction – Les différents ordres de juridiction



22

3. Le pouvoir judiciaire

Introduction – Les différents ordres de juridiction

- Certains tribunaux sont de « **première instance** » : on s'y présente pour obtenir un premier jugement
 - Cour municipale
 - Cour du Québec (*chambre civile, chambre criminelle et pénale, et chambre de la jeunesse*)
 - Cour supérieure du Québec
 - Cour fédérale
- D'autres sont des tribunaux d'« **appel** » : On s'y présente afin de contester un jugement
 - Cour supérieure du Québec
 - Cour d'appel du Québec
 - Cour d'appel fédérale
 - Cour suprême du Canada

2021-01-25

23

3. Le pouvoir judiciaire

Introduction – La variété des domaines de droit

- Enfin, le système juridique canadien regroupe plusieurs domaines de droit, notamment :
 - Le droit criminel
 - Le droit du travail
 - Le droit fiscal
 - Le droit des contrats
 - La responsabilité extracontractuelle
 - Le droit administratif
 - Etc. ...

2021-01-25

24

3. Le pouvoir judiciaire

3.1 LES TRIBUNAUX DE DROIT COMMUN

- **Cour supérieure du Québec**
 - Juges nommés par le fédéral (*145 juges*)
 - Pouvoir de surveillance sur les tribunaux inférieurs, corps politiques et corporations de la province
 - Entend, en première instance, toute cause non attribuée à un autre tribunal

2021-01-25

25

3. Le pouvoir judiciaire

3.1 LES TRIBUNAUX DE DROIT COMMUN

- **Cour supérieure du Québec**
 - *En matière civile* →
 - Affaire de plus de 85 000 \$, causes de faillite, de divorce et tout ce qui concerne le droit de la famille
 - Actions collectives (anciennement *recours* collectifs), vérifications de testament, demandes d'injonction
 - Injonction :
 - ordonnance de la Cour supérieure
 - qui enjoint une personne, ses représentants ou employés
 - **de ne pas faire ou de cesser de faire un acte déterminé**

2021-01-25

26

3. Le pouvoir judiciaire

3.1 LES TRIBUNAUX DE DROIT COMMUN

- **Cour supérieure du Québec**
 - *En matière criminelle* →
 - Actes criminels graves (meurtres, trahison, tentative de meurtre, etc.)
 - Devant juge et jury
 - Entend également les recours en matière de détention illégale ou en matière de contestation d'un mandat de perquisition

27

2021-01-25

3. Le pouvoir judiciaire

3.1 LES TRIBUNAUX DE DROIT COMMUN

- **Cour d'appel du Québec**
 - Plus haut tribunal au Québec
 - Juges (une vingtaine) nommés par le fédéral
 - Siège à Montréal et à Québec seulement
 - Traite des matières civiles et criminelles
 - *Principe* : appel dans les 30 jours du jugement de première instance, sauf exception (adoption, divorce)

28

2021-01-25

3. Le pouvoir judiciaire

3.1 LES TRIBUNAUX DE DROIT COMMUN

- Cour d'appel du Québec

- L'appel est dit « de plein droit », ou « sur permission »
- En matière civile (art. 30 et 31 du *Code de procédure civile*)
 - Litiges de 60 000 \$ ou plus
 - Jugements qui mettent fin à une instance
 - Jugements portant sur l'intégrité, l'état ou la capacité des personnes, etc.
- En matière criminelle
 - Appel de condamnation et/ou de sentence
 - Tant l'accusé que le procureur général peuvent en appeler d'une condamnation ou d'une sentence

29

2021-01-25

3. Le pouvoir judiciaire

3.1 LES TRIBUNAUX DE DROIT COMMUN

- Cour d'appel du Québec

- Nombre impair de juges (3 ou 5 juges)
- **Examine les erreurs de droit qui auraient été commises en première instance**
- N'entend aucun témoin
- Reprend les documents du premier procès et entend les plaidoiries des avocats
- Possibilité d'interjeter appel d'un jugement de la Cour d'appel devant la Cour suprême du Canada

30

2021-01-25

3. Le pouvoir judiciaire

3.1 LES TRIBUNAUX DE DROIT COMMUN

- **Cour suprême du Canada**
 - Plus haut tribunal du Canada (tribunal de dernière instance)
 - **Neuf juges**, dont le juge en chef, nommés par le gouvernement *fédéral* [trois juges du Québec, trois de l'Ontario, un des Maritimes et deux de l'Ouest]
 - Cette répartition vise un équilibre entre le droit civil et la « common law »
 - Jugements finaux et sans appel

31

2021-01-25

3. Le pouvoir judiciaire

3.1 LES TRIBUNAUX DE DROIT COMMUN

- **Cour suprême du Canada**
 - Les décisions sont prises à la **majorité**
 - Le dépôt d'une requête pour permission d'en appeler devant la Cour suprême du Canada est **obligatoire**
 - La requête pour permission d'en appeler est entendue par une formation de trois juges
 - Les juges évaluent s'il y a suffisamment d'intérêt en droit pour permettre l'appel ou si la question en est une d'intérêt national

32

2021-01-25

3. Le pouvoir judiciaire

3.2 LA COUR DU QUÉBEC

- **Cour du Québec**
 - 290 juges, nommés par le gouvernement provincial
 - Tribunal séparé en quatre chambres distinctes
 - **Chambre civile**, division ordinaire
 - **Chambre civile**, division des petites créances
 - **Chambre criminelle et pénale**
 - **Chambre de la jeunesse**

33

2021-01-25

3. Le pouvoir judiciaire

3.2 LA COUR DU QUÉBEC

- **Chambre civile, division ordinaire** (art. 35 C.p.c.) :
 - Cause de moins de 85 000 \$ (cette limite est contestée par les juges de la Cour supérieure)
 - Sauf dans le cas de demandes de pension alimentaire = *Cour supérieure*
 - Causes sur le recouvrement de taxes scolaires ou municipales
 - Causes d'impôts et de taxes dus au provincial
 - Tribunal d'appel pour la Régie du logement et le Tribunal administratif du Québec

34

2021-01-25

3. Le pouvoir judiciaire

3.2 LA COUR DU QUÉBEC

- **Chambre civile, division des petites créances :**
 - Causes de moins de 15 000 \$
 - Particulier et personne morale si moins de 10 employés
 - Nouvelle division fiscale :
 - Réduction de < 10 000 \$ du revenu imposable
 - TVQ de < 3 000 \$
 - Pénalités et intérêt de < 1 000 \$
 - Aux petites créances, **pas de représentation par avocat**
 - Les jugements sont finaux et sans appel
 - Seul recours : rétractation de jugement (rare)

35

2021-01-25

3. Le pouvoir judiciaire

3.2 LA COUR DU QUÉBEC

- **Chambre de la jeunesse :**
 - Juridiction conférée par la *Loi sur la protection de la jeunesse*
 - Cette loi impose à toute personne de *signaler* les cas d'enfants violentés ou abusés sexuellement à la DPJ
 - Vise à assurer le développement, la protection et la sécurité des jeunes âgés de moins de 18 ans
 - Compétence en matière d'adoption
 - En matière criminelle, applique la *Loi sur le système de justice pénale pour adolescents* et les infractions au *Code criminel*, pour les 12 à 18 ans

36

2021-01-25

3. Le pouvoir judiciaire

3.2 LA COUR DU QUÉBEC

- **Chambre criminelle et pénale**
 - Infractions et crimes mineurs commis en vertu du Code criminel
 - Entend les poursuites pour des infractions punissables par procédure sommaire (ex: vol, conduite d'un véhicule en dépit d'une interdiction, voies de fait simples sous forme de menaces et sans lésions corporelles)
 - Tout acte criminel qui n'est pas du ressort exclusif de la Cour supérieure
 - Peine d'emprisonnement de moins de 2 ans
 - Autres crimes : compétence partagée avec la Cour supérieure
 - **Si juge seul** = Cour du Québec
 - **Si juge et jury** = Cour supérieure

37

2021-01-25

3. Le pouvoir judiciaire

3.3 LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

- On parle du pouvoir « quasi-judiciaire »
- Les tribunaux administratifs sont créés par une loi particulière
- Ils ont compétence dans une matière donnée : champ de compétence restreint mais règlent un volume important de litiges
- Peuvent porter différents noms : tribunal, commission, régie, office, conseil ou bureau

38

2021-01-25

3. Le pouvoir judiciaire

3.3 LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

- **Quelques exemples de tribunaux administratifs :**
 - **Au Québec**
 - Tribunal des professions
 - Tribunal administratif du Québec (TAQ)
 - Tribunal administratif du travail
 - **Au fédéral**
 - Commission de l'assurance-emploi du Canada
 - Commission des libérations conditionnelles
 - CRTC

39

2021-01-25

3. Le pouvoir judiciaire

3.3 LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

- Possibilité d'appel devant d'autres **tribunaux judiciaires**
 - Logement : devant la Cour du Québec
 - Immigration : devant la Cour fédérale
- Les décisions des tribunaux administratifs sont susceptibles de *révision judiciaire* devant la Cour supérieure
 - Pouvoir de surveillance de la **Cour supérieure**

40

2021-01-25

3. Le pouvoir judiciaire – *secteurs*

3.4 LE DROIT CRIMINEL – La terminologie

- En matière criminelle et pénale, la terminologie utilisée est parfois différente de celle utilisée au civil. Par exemple :
 - **Procureur de la Couronne** = avocat qui représente l'État
 - **Avocat de la défense** = avocat qui représente l'accusé
 - Le **poursuivant** et l'**accusé** = les parties au procès
 - En appel : **L'appelant** et l'**intimé**
 - Il sera question de la **culpabilité** de l'accusé

2021-01-25

41

3. Le pouvoir judiciaire – *secteurs*

3.4 LE DROIT CRIMINEL – Ordre de juridiction

- En première instance, certaines infractions seront entendues devant la **Cour du Québec** (*chambre criminelle et pénale*)
- Également en première instance, certaines infractions, plus graves, seront entendues devant la **Cour supérieure**
- L'appel d'une décision de première instance en droit criminel se fera devant la **Cour d'appel**
- L'appel d'une décision de la Cour d'appel du Québec en matière criminelle se fera devant la **Cour suprême**

2021-01-25

42

3. Le pouvoir judiciaire – *secteurs*

3.4 LE DROIT CRIMINEL – Le mode de procès

- En matière criminelle et pénale, certains procès se tiendront devant *juge seul* et d'autres, devant *juge et jury*
- **Le jury :**
 - Citoyens sélectionnés au hasard à partir de la liste électorale, nommés *jurés*
 - Le jury est composé de 12 jurés
 - Certaines personnes ne peuvent légalement être jurés (par exemple un avocat)
 - La Couronne et la défense peuvent refuser des jurés

43

2021-01-25

3. Le pouvoir judiciaire – *secteurs*

3.4 LE DROIT CRIMINEL – Le procès

- En matière criminelle, l'État tentera de faire la preuve de la **culpabilité** de l'accusé
- Une personne accusée au criminel est **présumée innocente** jusqu'à preuve du contraire
- Le procureur de la couronne doit prouver la culpabilité de l'accusé **hors de tout doute raisonnable**
- Si la défense soulève un **doute raisonnable**, l'accusé est acquitté

44

2021-01-25

3. Le pouvoir judiciaire – *secteurs*

3.4 LE DROIT CRIMINEL – Tribunal spécial en matière militaire

- **Tribunaux spéciaux** : Cours martiales et Cour d'appel de la cour martiale
- Ils assurent la tenue de procès pour des accusations selon lesquelles le personnel militaire aurait commis des infractions militaires
- **Infractions militaires** : désigne les infractions qui concernent les inconduites disciplinaires plus graves, et toutes les inconduites criminelles du personnel militaire.
- Les cours martiales sont présidées par des juges militaires

45

2021-01-25

3. Le pouvoir judiciaire – secteurs

3.5 LE DROIT CIVIL – La terminologie

- En *matière civile* :
 - Les parties à l'instance : Le **demandeur** et le **défendeur**
 - En appel : l'**appelant** (celui qui porte le jugement en appel) et l'**intimé**
 - Il n'est pas question de *culpabilité*, mais plutôt de **responsabilité**
 - **Litige privé**, où l'État n'intervient pas

46

2021-01-25

3. Le pouvoir judiciaire – *secteurs*

3.5 LE DROIT CIVIL – Le déroulement de l'instance

Si on s'en tient aux actions en responsabilité civile:

- Le demandeur tentera en principe de faire la preuve de la **responsabilité** du défendeur
- Il doit prouver que la responsabilité du défendeur est plus probable qu'improbable (50 % +1)
- On dit qu'il doit s'acquitter de son fardeau de preuve par la **balance des probabilités**

2021-01-25

47

3. Le pouvoir judiciaire

3.6 L'incidence de la Charte canadienne sur le pouvoir judiciaire

La *Charte canadienne* permet aux tribunaux **d'invalidier une loi** ou encore, **d'invalidier la façon de l'appliquer**

Exemple → Arrêt *R. c. Jordan*, 2016 CSC 27

L'article 11b) de la *Charte canadienne* prévoit le droit d'être jugé dans un délai raisonnable

La Cour suprême a établi des « plafonds » de 18 et de 30 mois, au terme desquels la défense pourra se prévaloir d'un **arrêt des procédures** pour violation du droit d'être jugé dans un délai raisonnable

Ainsi, à partir de l'article 11b) de la *Charte canadienne*, la Cour suprême a forcé l'État à revoir sa façon de gérer les procès criminels

2021-01-25

48

3. Le pouvoir judiciaire

3.6 L'incidence de la charte canadienne sur le pouvoir judiciaire

Autre exemple → Arrêt *Lavallée, Rackel & Heintz c. Canada (Procureur général)*, 2002 CSC 61

L'article 8 de la *Charte canadienne* prévoit le droit à la protection contre les fouilles, les perquisitions et les saisies abusives

La Cour suprême déclare que l'article 488.1 du *Code criminel* est inconstitutionnel puisqu'il porte atteinte de façon plus que minimale au secret professionnel de l'avocat et qu'il équivaut ainsi à une fouille, à une perquisition et à une saisie abusive

Ainsi, à partir de l'article 8 de la *Charte canadienne*, la Cour suprême du Canada a rendu invalide un article de loi

49

2021-01-25

4. La procédure civile

Les étapes de la procédure civile au Québec

- **La mise en demeure**
 - Lettre que le créancier ou son avocat expédie à son débiteur, qui le somme de remplir ses obligations contractuelles ou extracontractuelles dans un délai précis
 - Peut aussi sommer de faire ou ne pas faire quelque chose
 - Si le défendeur ne se conforme pas aux demandes inscrites dans la mise en demeure, le demandeur pourra intenter une action contre lui

2021-01-25

50

4. La procédure civile

Les étapes de la procédure civile au Québec

- **L'action**
 - Celui qui intente l'action est le **demandeur**
 - Celui qui est poursuivi est le **défendeur**
 - L'action peut aussi être une requête en injonction ou pour pension alimentaire
 - En matière de requête, l'on parlera du **requérant** et de l'**intimé**
 - L'action débute par une **demande introductive d'instance**

2021-01-25

51

4. La procédure civile

Les étapes de la procédure civile au Québec

- **La défense**
 - Il s'agit de la version des faits du défendeur et les motifs pour lesquels l'action du demandeur est, à son avis, mal fondée
- **Inscription pour instruction et jugement**
 - Inscription de la cause auprès du maître des rôles
 - L'inscription signe le début de l'instruction, c'est-à-dire du procès
- **Jugement**
- **Appel du jugement** dans les 30 jours, ou **exécution du jugement**

2021-01-25

52